

Transports. Le président de la Région propose de goudronner la ligne ferroviaire Alès-Bessèges. Le collectif de défense dénonce les incohérences de cette idée.

Plus cher, le projet ne répond pas aux questions posées

■ Et voilà le « tram bus ». Dernière invention sortie du chapeau régional. Les rails de la ligne Alès-Bessèges seraient enlevés pour laisser place à un beau goudron sur lequel circulerait un bus... C'est le projet de Damien Alary, président du Conseil régional. Moins cher, selon lui : 12 à 15 millions d'euros, au lieu de 30 pour la rénovation de la voie.

Un argument qui laisse sans voix les membres du collectif de défense de la ligne. « *La rénovation, redisons-le encore, coûte de 9 à 10 millions d'euros pour des trains circulant à 70 km/h ; nous ne voulons pas d'un TGV* », insiste Anne-Marie Skora. Claude Doussière rappelle que tous les partenaires du dossier, RFF (Réseau ferré de France), la SNCF, l'Agglo d'Alès, le Département et la Région étaient d'accord en 2012 sur ce chiffre. Il ne manquait que la signature de la Région. Pourquoi proposer autre chose aujourd'hui ? Façon de gagner du temps, une fois de plus, alors que les trains ne roulent plus depuis juillet 2012 ?

Mais il y a plus incohérent. L'existence de la voie ferrée est impérative jusqu'à Salindres. Le site chimique ne peut fonctionner sans être approvisionné par le rail. Trop dangereux pour utiliser des camions. Et donc interdit. Il faudrait donc que le « tram bus » roule... sur la route entre Salindres et Alès, un tiers du tracé.

La desserte de la cité scolaire rendue impossible

Sans compter que ce « tram bus » ne pourrait desservir la cité scolaire autrement que par la route : c'est la ligne des Cévennes qui longe les Prés Saint-Jean, ligne que rejoignent les trains de Bes-



Les membres du collectif de défense souhaitent rencontrer le président du Conseil régional. D.R.

sèges. Impossible, la desserte par un transport en commun sur site propre. Or, l'un des intérêts majeurs de la ligne ferroviaire Alès-Bessèges, c'est justement, par la création d'une halte aux Prés Saint-Jean, de pouvoir transporter lycéens et collégiens jusqu'à la cité scolaire. De réduire ainsi, chaque jour, de plusieurs dizaines le nombre de cars scolaires dans

les rues d'Alès.

Alors le collectif de défense de la ligne espère bien pouvoir discuter de tout cela avec le président du Conseil régional. Pour l'informer de réalités qu'il semble méconnaître. Le collectif demande également la réunion d'un comité de ligne, instance qui associe les directions de la SNCF et RFF, aux élus et usagers de la ligne. Il rap-

pelle en outre que Damien Alary, lorsqu'il était encore président du Conseil général, avait conditionné le versement de subventions départementales au contournement ferroviaire de Nîmes... à la revitalisation du transport ferroviaire sur les lignes secondaires. Pour proposer aujourd'hui d'enlever les rails ?